

Les dix sujets nationaux critiques

Posté le : 11 mai 2022 17:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité, Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Zone Euro, Monnaies et changes, Crise mondiale, Analyse sectorielle, sécurité sociale

"Quels sont selon vous les dix grands sujets **nationaux** critiques ?"

Cette redoutable question exige quelques clarifications préalables.

Pour les tenants convaincus d'une idéologie forte, la mise en œuvre de ses commandements est toujours prioritaire, mais ne parle qu'aux tenants de cette idéologie.

Pour les tenants d'une forte nostalgie, le retour aux moments bénis même fantasmés est prioritaire, mais ne parle qu'aux nostalgiques. Si on en appelle d'un grand déclassement, ou d'un grand effondrement, la bonne situation antérieure devient automatiquement un objectif en soi et appelle des tactiques réactionnaires ou de restauration.

Dans les urgences nationales, certaines sont circonstancielles et n'ont pas vocation à perdurer, même si elles concernent des faits gravissimes. La pandémie, ou la guerre de réannexion des pays libérés de l'emprise soviétique menée par la Russie sont des phénomènes graves dont il importe évidemment de peser les conséquences et les stratégies d'évitement.

Quiconque a participé au débat politique sait que la première question est toujours : d'où parles-tu et dans quelle intention ? L'analyse d'une erreur, l'observation critique d'un phénomène et de ses conséquences ou l'explication raisonnée d'un échec ne sont pas considérées, et généralement, au mieux, ramenées à l'expression de remarques techniques de spécialistes.

L'évacuation des grandes questions nationales du débat présidentiel est très significative. Les grands partis ne veulent traiter que de ce qui leur amène des votes et ne veulent froisser que leurs concurrents les plus dangereux. Alors ils ne parlent de rien et se contentent d'une compétition de personnalités autour de quelques lieux communs bien connotés.

Nous-mêmes sur ce blog avons considéré que nous devons observer les réalités, les comprendre et en tirer des conclusions, à charge pour chacun, en fonction de ses propres convictions d'en faire ce qu'il croit bon.

Par conséquent, pour nous, la question s'entend ainsi : quelles sont les grandes évolutions qui ont, pour le pays et pour les Français, un pouvoir de nuisance par rapport à des objectifs généralement acceptés. Quand ces évolutions sont, ou ignorées ou mises sous le tapis, ou incomprises, il nous paraît utile, dans la limite de nos propres capacités d'analyse, d'en faire l'exposé.

Voici donc dix grandes évolutions ou absences de d'évolution que nous trouvons fâcheuses et qui, selon nous, devraient commander, de la part des politiques, un constat, une réflexion, une politique.

- L'effondrement démographique national

La dénatalité et le vieillissement de la population sont des poisons terribles. Après la défaite de 1870 et celles de 1914, les autorités de droite comme de gauche, ont mené des politiques proactives pour redonner un dynamisme démographique au pays. Cette ambition a progressivement

été abandonnée au profit d'approche individualiste et de préoccupation de genre. Les femmes proprement françaises (disons dont la lignée était là en 1890) ne font guère plus de 1.4 enfants en moyenne et la population, non seulement, vieillit mais disparaît progressivement. Toutes les actions de promotion de la natalité, considérée par les féministes comme des actions sexistes qui ravalent les femmes à leur statut indigne de poule pondeuse, qu'elles récusent, ont été progressivement réduites au profit de la promotion de l'avortement et du planning familial. Peu de Français savent que par rapport à 1970 nous perdons environ 500 000 naissances potentielles par an. Elles sont compensées par l'immigration et la surnatalité des populations en provenance des pays à forte natalité. Mais cette solution, indolore et même bénéfique au départ, finit par poser de nombreux problèmes. Compter sur des étrangers qui parfois ont une culture incompatible avec la nôtre ou difficilement miscible, pour résoudre une difficulté nationale, est tout de même une lâcheté. Le vieillissement est extrêmement coûteux et crée des situations dommageables : on l'a vu avec le Covid qui a frappé fort en France principalement du fait du nombre de personnes de plus de 60 ans. Il s'accélère, laissant entrevoir de très graves difficultés dans beaucoup de domaines.

- Les crises financières à répétition.

Depuis 1971, la France a subi des récessions sévères à répétition -73-74, 81-83, 92-93, début des années 2000, 2008-2009 avec un complément en 2011, toutes provoquées par des explosions financières. La manière dont a été gérée la crise du Covid a provoqué une récession provoquée, d'une autre nature. Ces crises ont eu un coût démentiel pour le pays et l'ont profondément atteint. Comprendre le mécanisme de ces crises et empêcher le retour des récessions devrait être une sorte d'urgence nationale provoquant des réflexions nombreuses et approfondies. Après tout le chômage et la pauvreté ne sont pas considérés, par personne, comme des avantages. On voit que tout cela est laissé hors du débat politique et que l'action gouvernementale ne s'attaque pas aux causes. On réduit les symptômes. Pour nous, c'est une honte. Nous avons bien ici **deux difficultés majeures** : les méfaits du système monétaire international et ceux du système de monnaie unique non régulé.

- La crise démocratique et ses composantes.

Les deux campagnes dernières campagnes présidentielles ont été tellement minables et leurs résultats ont été si lamentables que plus personne ne nie la crise démocratique. Elle a plusieurs composantes principales :

- L'énarchie compassionnelle : la confiscation, désormais en famille, de la politique par une caste de hauts fonctionnaires ne permet plus de s'écarter des idées dominantes au sein de cette caste : étatisme, surfiscalité, normes contraignantes, bureaucratie, déficits, dépenses publiques outrées

- L'évacuation du débat français des questions désormais transférées à l'Europe.

- Le gouvernement des juges

- Le poids excessif des ONG et des institutions internationales qui développent leur propre idéologie sans frein.

- L'appauvrissement du débat, le vide de la presse sur certains sujets, les outrances judiciaires, le fanatisme, la méfiance contre les élites, le constat de l'impuissance des représentants du peuple et des gouvernements, la sur représentation des altérités et des préoccupations étrangères, en sont la résultante. La colère, le dégoût ou l'indifférence deviennent des éléments dominants et permanents du jeu politique et interdisent le jeu sain et normal de la démocratie. On finit avec plus de votes extrémistes que de votes raisonnables et les votants centristes sont animés par la peur. Lamentable !

- La crise climatique

Nous ne sommes pas de ceux qui nient qu'il y ait une évolution climatique préoccupante, même si

le caractère religieux qu'a pris la question est particulièrement perturbant. Nous avons donc à produire une action qui concilie à la fois, la nécessité d'une réduction décisive des différentes pollutions, défensive contre les différents risques de pénuries, et respectueuse des nécessités de la croissance.

Concilier économie et écologie est le grand défi du temps. On n'en prend pas le chemin.

La question pose des difficultés techniques, des problèmes de gouvernance, et une exigence de rythme. On ne discute de rien. On risque de terribles mécomptes.

- La crise de la mondialisation

On a voulu ignorer les alertes tonitruantes de Maurice Allais sur les conséquences d'une ouverture totale des industries occidentales, européennes et naturellement françaises, à une compétition sans frein avec les pays émergents à très bas salaires. Conformément aux avertissements, la France a perdu son industrie et le revenu des classes populaires a stagné. La réaction populiste a été trop ample et trop générale pour que le moindre doute puisse subsister. Nous-mêmes sur ce site avons inlassablement alerté sur les dangers d'ouvrir l'OMC à la Chine et de laisser les frontières économiques totalement ouvertes. Nous avons totalement négligé le risque du retour de la Russie aux méthodes de l'URSS. Commercer et devenir dépendant de dictatures infâmes n'est pas sans inconvénients

- L'effondrement des politiques publiques

Cet effondrement est désormais parfaitement reconnu alors que pendant longtemps il a été caché, nié et minimisé. Il est la résultante des autres crises et de la tentative imbécile de créer le socialisme en France, avec le programme commun puis les inepties de Jospin puis la catastrophe du quinquennat Hollande. Il touche aussi bien les fonctions régaliennes de sécurité intérieure et extérieure et de justice, que la santé, comme on l'a vu, l'enseignement public et les universités. Pour juguler cet effondrement, il faut agir sur tous les autres problèmes évoqués, qui ont tous une résultante sur les politiques publiques, et sortir du socialisme et de la démagogie de « droits-à ».

Telle est la vision que nous avons développée au sein de notre Cercle des sujets **nationaux** critiques

Il va de soi que les dernières évolutions radicales comme le Covid ou la guerre en Ukraine, sur un terreau aussi problématique, distendent un peu plus les parties qui brinquebalaient depuis longtemps, l'inflation et la récession risquant à très court terme d'avoir des conséquences très graves, qu'on imputera naturellement à ces deux accidents mais qui sont surtout graves en France du fait des erreurs que nous accumulons sans réaction depuis des lustres. Les cinquante ans qui viennent de s'écouler n'ont pas été la période la plus glorieuse de la politique française.